

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 64 - VENDREDI 26 MARS 2010

Tous dans le même bateau

Ces élections régionales auront été marquées par une nouvelle étape de la désaffection massive des citoyens par rapport au système de représentation. On ne peut plus lire l'abstention seulement comme l'expression d'une crise démocratique; elle est devenue aussi un message politique de défiance.

Les commentateurs ont déjà commencé à nous conditionner pour la suite: d'un côté, l'annonce d'un « troisième tour social » – sans s'interroger sur sa nature, dont dépend qu'il n'annonce pas de nouvelles défaites de la société dans la guerre que lui mène le pouvoir; de l'autre, le débat sur les primaires à gauche qui, tout en esquivant l'enjeu de la subversion de la présidentialisation de la vie politique, conduit à préparer l'absence d'une candidature unitaire de la gauche de transformation sociale et écologique en 2012.

C'est d'ailleurs là où le bât blesse dans le texte de Daniel Cohn-Bendit (paru dans Libération du 22 mars) – intéressant en ce qui concerne la nécessaire transformation de la nature et des formes de la politique: c'est comme si la radicalité de la forme politique nouvelle à construire devait se substituer à la nature du projet d'émancipation, au détriment du dépassement du capitalisme et de toutes les dominations.

Cela étant, du côté du Front de gauche, le projet anticapitaliste reste à peu de chose près dépouillé de propositions et de pratiques révolutionnant la manière de faire de la politique. Si les résultats de la convergence large en Limousin montrent que l'unité peut ne pas être un vain mot, le Front de gauche a jusqu'à présent le fonctionnement ordinaire et caricatural d'un cartel de partis-guides, appelant les citoyens à se rallier lorsque le programme et les listes sont prêts. Sans parler de la contradiction entre les ambitions citoyennes affichées et les processus d'exclusion mis en œuvre au sein du PCF, ce que l'on peut appeler une « schizo-stratégie ».

On ne peut que constater que là où Europe-Ecologie permet l'élection de plusieurs conseillers régionaux issus de la société civile – dont souvent nous nous sentons proches –, le Front de gauche aura laissé à la porte de l'institution régionale la plupart des militants de la société civile mis en scène pendant la campagne – avec, en Ile-de-France, le cas emblématique de l'éviction honteuse de Claire Villiers.

Enfin, nous verrons dans la prochaine période si le NPA reste sur son option d'isolement, qui le renverrait bientôt au rang des projets avortés de novation politique, ou s'il reprend le fil de son projet initial, dans les conditions d'aujourd'hui.

PC, PG, Gauche unitaire, NPA, écologistes de gauche, Communistes unitaires, participants à la Fédération pour une alternative sociale et écologique, mais aussi militants des quartiers populaires, associatifs, syndicalistes et beaucoup d'autres qui ne veulent vivre ni dans une jungle ni dans un zoo... : nous sommes tous dans le même bateau.

● GILLES ALFONSI

LE MERLE MOQUEUR

Attention, la minorité présidentielle sonne l'heure de la retraite!

AGENDA MILITANT

→ 27 au 30 mars

Monde [Journées internationales Palestine](#)

→ 27 mars

Ile-de-France [Forum social pour une métropole solidaire](#)

Bretagne-Pays-de-la-Loire [Contre les centres de rétention](#)

→ 29 mars

Ile-de-France [Défendre l'art et la culture](#)

→ 30 mars

Paris [Journée de la Terre en Palestine](#) –
Manifestation

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Elections

[L'échec du Front de gauche dans le 93](#)
[Brèves remarques après le second tour](#)
[Les absents des élections](#)

→ PCF

[Pourquoi ils décident de quitter le PCF](#)

→ A lire

[L'enjeu des retraites](#)

PCF

pourquoi ils partent

Pour eux, une page se tourne. Ils sont quelques centaines de communistes à prendre en ce moment la décision de quitter leur parti.

Ce n'est pas la première fois que des communistes quittent leur parti. On sait même qu'il y a plus de communistes « dehors » que « dedans ». Mais ce qui est singulier, c'est cette décision de partir groupés. Et cela change tout. En partant nombreux, militants, élus de toutes les régions, ces communistes se donnent les moyens de continuer pratiquement leur engagement politique. Ceux qui les ont précédés avaient leur fidélité communiste au cœur mais ils devaient se trouver d'autres lieux d'engagement. Cela a fait les beaux jours des syndicats, du monde associatif, cela a conduit à de nombreux surinvestissements professionnels... Cette fois, l'ambition affichée par les communistes en partance est de prendre des initiatives sur le terrain politique. Sur le champ du communisme, sur celui de la radicalité et celui de la gauche. Ils énoncent dans le même mouvement leur volonté d'innover sur le fond et sur la forme : renouveler les sujets, les approches, les combats ; inventer de nouvelles façons de faire de la politique pour prendre acte du désir de participer, de décider ; pour surmonter la coupure entre représentant et représenté. Ces communistes s'engagent dans un processus qui devrait aboutir, mi-mai, à la remise de leur démission collective du parti. Ils se mettent dès lors totalement à la disposition de nouvelles constructions collectives. Avec l'ACU, avec la FASE, avec d'autres encore. Haut les cœurs! ●

CATHERINE TRICOT

« Nouveau départ »

Au cours de cette réunion, un texte a été proposé aux participants désireux de partir collectivement et d'exprimer ensemble un projet. Ce texte dans son intégralité est à demander à nouveaudepart@caramail.com. A cette même adresse, il peut être amendé et signé. Extrait

Une page se tourne, celle de notre adhésion au PCF. Ce choix coûte à chacun d'entre nous. Nous ne regrettons pas d'avoir été membre du PCF. Nous quittons le parti parce que ce qu'il est devenu ne concrétise plus ce qui nous motive : proposer des réponses émancipatrices pour notre siècle ; provoquer la participation de tous à cette création, à ces combats politiques. Nous restons communistes mais nous quittons le PCF. Bien d'autres avant nous en ont fait de même. Le plus souvent ils l'ont fait individuellement, silencieusement. Nous décidons de le faire collectivement pour manifester un désir persistant de politique, une volonté renouvelée de changement. Cette démission du PCF est un nouveau départ. (...)

Le sens des responsabilités historiques a quitté la direction du parti communiste français au bénéfice de son propre maintien en tant qu'appareil hérité. Faute de renouvellement, le PCF s'est replié ; sa cohérence est, aujourd'hui, faite de souvenirs. La vie sociale qui l'animait s'est délitée. Il n'est plus une perspec-

tive pour notre société. Il est urgent de construire une alternative. Une crise du système capitaliste s'étend en Europe. Au lieu de renforcer les protections sociales, les politiques néolibérales brisent les solidarités, cassent les services publics, généralisent les précarités et construisent une société inégale et sécuritaire. Une oligarchie prend le contrôle de tous les pouvoirs contre la démocratie et le progrès social partagé. La dignité de chacun, la vie même est menacée. Dans une telle situation, la faiblesse des alternatives politiques est simplement devenue intolérable, indécente. Il faut une nouvelle audace politique pour s'opposer à ce rouleau compresseur. Le PCF d'aujourd'hui ne l'a plus. Nous relevons le défi et voulons le faire avec d'autres. (...)

Cette révolution démocratique, cette métamorphose que nous croyons indispensable est en gestation. Cette société post-capitaliste, nous la reconnaissons dans l'exigence professionnelle maintenue, la demande soutenue de participation et de maîtrise des choix, la vitalité de l'économie sociale et solidaire, la montée des exigences écologiques, ●●●

●●● l'extension des domaines de luttes, le dynamisme des associations, le développement des réseaux sociaux, la création artistique et culturelle, les nouveaux champs de la gratuité et des biens communs, la poursuite des combats féministes... Une autre société se cherche et s'invente au quotidien. Il lui manque encore de la force, de la visibilité, de la capacité d'influence ; il manque toujours une mise en relation de toutes ces expériences ; il manque enfin une proposition politique qui les reconnaisse pleinement pour inventer un autre monde.

(...) Dans le même élan qui nous incite à travailler à la relance d'un communisme profondément transformé, nous entendons participer à l'émergence d'un mouvement politique pluraliste qui saura défendre le combat pour l'égalité sur tous les terrains où il se joue aujourd'hui : celui du partage des richesses et du pouvoir, celui du travail et de ses statuts, mais aussi celui de la ville et des migrants, celui de la valorisation des diversités, celui de l'écologie et de la construction d'autres rapports Nord/Sud.

Nous voulons reprendre le combat pour la liberté contre une pratique du pouvoir de plus en plus autoritaire. L'idéal de liberté est mis en cause par l'utilitarisme qui prévaut à l'école, par les politiques sécuritaires, par la mise au pas de la justice, par une politique culturelle rabougrie, par des médias étouffés politiquement et financièrement, par la mise sous surveillance d'Internet.

Nous voulons contribuer à politiser des enjeux neufs : conception de la santé, gratuité et financement des œuvres, émergence d'un droit international, place des nanotechnologies, propriété du vivant, nouveaux temps de la vie...

Pour faire face à ces défis, la situation commande de rassembler politiquement la jeunesse, les classes populaires, des intellectuels et des artistes, les militants des quartiers qui aujourd'hui regardent avec méfiance – avec défiance – la politique. Nous voulons, avec eux, faire de la politique qui dépasse la contradiction représenté/représentant ; qui réduise l'écart entre le social et tous les pouvoirs ; qui se replace sur les enjeux essentiels.

(...) Nous voulons reprendre, élargir les expériences qui depuis plus de 20 ans n'ont cessé de se succéder en France –

● Interview de Patrick Braouezec ● pour *Le Monde* du 26 mars 2010

● Pourquoi quittez-vous le Parti ● communiste français ?

● Voilà des mois que je m'interroge
● avec d'autres camarades pour sa-
● voir où nous pouvons encore être
● utiles à construire une alternative
● de transformation sociale et éco-
● logique. Ce qui est sûr, c'est que
● moi, je pars. D'autres l'ont aussi
● annoncé. Nous nous réunissons,
● vendredi 26 mars, pour décider de
● la manière et du moment d'une sor-
● tie collective en mai. Les départs du
● PCF, toujours à pas de loup, ont été
● nombreux ces dernières années.
● Les conditions sont réunies pour
● qu'il y ait un départ massif de com-
● munistes, élus comme militants.

● Nous sommes au terme d'un long
● processus. Avec mes amis refon-
● dateurs, on a travaillé longtemps un
● pied dedans, un pied dehors, pen-
● sant qu'on pouvait encore transfor-
● mer ce parti de l'intérieur. Depuis
● l'expérience avortée d'une candi-
● dature unique à la présidentielle de
● 2007 et les différentes tentatives
● de rassemblement qui ont avorté à
● cause des appareils, il faut se don-
● ner d'autres perspectives. Entre une
● mort annoncée et une vie potentielle
● dynamique, je choisis la vie.

● Pour vous, le PCF est mort ?

● Pour moi, la forme « parti » est dé-

passée. On voit qu'une des qualités d'Europe-Ecologie, c'est d'avoir transcendé cette forme politique traditionnelle. Quand vous avez plus de 50 % d'une population qui ne va pas voter, et cela d'une manière structurelle ; quand ces pourcentages d'abstention passent à 75 % pour les 18-30 ans ; quand on y ajoute entre 4 % et 5 % qui votent blanc... il y a, à l'évidence, une crise des formes d'organisation qui n'ont plus rien à voir avec le monde contemporain. Appartenant au PCF, je considère que la forme de mon parti est dépassée et morte. Mais c'est une question qui est posée à l'ensemble des partis.

● C'est la fin d'une histoire, celle ● des rénovateurs dont vous avez ● été une des figures...

● On finit une histoire, celle d'un cou-
● rant en interne qui n'a pas réussi
● à transformer le Parti communiste.
● Mais pour moi, c'est aussi le dé-
● but d'une autre histoire. Celle de
● communistes qui, avec d'autres
● partenaires, souhaitent élaborer
● un projet politique et une forme
● d'organisation innovante adap-
● tée à la société d'aujourd'hui.
● On est dans une période de
● métamorphose, où l'on voit bien ce
● qui se défait et l'on sait que ●●●

depuis les comités Juquin jusqu'à l'Association des communistes unitaires et la toute récente « Fédération » avec son intuition d'un nécessaire alliage des cultures républicaines, communistes, socialistes, écologiques, alternatives, anarchistes. La crise politique et la perte d'espérance qui l'accompagne s'expriment aussi au travers

de la démultiplication de lieux séparés. Nous voulons travailler à la convergence d'associations, de journaux, d'organisations politiques, de militants. Une nouvelle forme politique est à construire, ensemble. Ce n'est pas chose facile mais il faut en avoir l'audace. Nous nous y engageons. » ●

●●● ce qui est à construire, à tisser est plus complexe. Créer n'est jamais simple mais c'est enthousiasmant.

Vous allez construire une nouvelle organisation. Une de plus ?

Nous sommes déjà, pour partie, membres de la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE). C'est une forme d'association politique qu'il faut faire évoluer. Nous allons nous y investir pour mieux la structurer, la rendre efficace et lisible afin d'être plus présents dans les moments électoraux comme dans les luttes sociales. On veut être un lieu charnière entre tous ceux qui veulent que les choses changent, indépendamment des jeux d'appareils.

Vous restez au sein de la gauche radicale ou vous vous tournez, comme l'ont fait certains de vos amis, vers Europe-Ecologie ?

Nous partirons avec l'ambition de nous adresser non seulement à l'ensemble des communistes, au Front de gauche parce qu'il constitue, de manière encore trop étriquée, une base militante, aux militants du NPA mais tout autant à la gauche d'Europe-Ecologie. Je pense qu'au sein de cette organisation beaucoup ne se reconnaissent pas dans l'orientation donnée par Daniel Cohn-Bendit et sa « coopérative ». Nous allons tisser des liens aussi avec des socialistes qui craignent que leur parti ne s'engage dans une alternance de plus sans vrai changement. Il faut de la part de la gauche des engagements réels en lien avec le mouvement social et les quartiers populaires qui désespèrent de tout. Nous souhaitons que des militants syndicalistes, des associatifs, des militants des quartiers mais aussi des intellectuels construisent avec nous cette alternative politique. Ce sera le sens du message que nous leur enverrons.

● RECUEILLI PAR SYLVIA ZAPPI

QUAND L'INTERNE L'EMPORTE SUR LE RÉEL Extrait du texte de Roger Martelli pour la réunion du 26 mars

Il y a maintenant plus de vingt ans, je me suis lancé avec beaucoup d'autres dans l'aventure

des « refondateurs ». D'autres avaient essayé, avant nous, de persuader l'organisation de la nécessité du mouvement ; ils y ont très vite renoncé. Nous avons longtemps persisté (la « dissidence » la plus tenace de l'histoire du parti...). Nous avons toujours su que la tâche était difficile et qu'elle relevait d'un pari. Nous avons estimé que ce pari était raisonnable, parce que le PCF était historiquement marqué par une contradiction : à la fois un appareil fermé, de souche « bolchevico-stalinienne » (les deux termes n'étant pas superposables au demeurant...) et une tradition de rapport au réel qui permettait de métisser le parti pris de la radicalité et le sens de la construction politique à vocation majoritaire. À plusieurs reprises, dans le passé, alors même que le PCF était enfermé dans une culture ouvertement stalinienne, il avait su prendre des tournants politiques qui l'avaient sauvé de l'isolement sectaire et l'avaient même placé au cœur de l'espace politique national (1934-1936, début des années 1960, période de l'eurocommunisme). Nous pensions pouvoir jouer de cette contradiction pour plaider en faveur d'un sursaut salvateur.

Cette démarche a buté sur un obstacle ultime en décembre 2006, au moment du choix de la candidature de Marie-George Buffet à la présidentielle. Il était acquis que cette candidature déboucherait sur un cataclysme électoral pour le PCF et sur une atomisation de la gauche « antilibérale » ; or, en toute connaissance de cause, la di-

rection a choisi la voie du suicide électoral. Depuis, elle confirme son ancrage dans une gestion à courte vue, dans laquelle les choix tactiques incertains (alliance derrière le PS ou « Front de gauche ») n'obéissent qu'à une seule logique : la préservation d'un appareil resserré, replié sur lui-même. Le PCF de la grande époque était à la fois stalinien jusqu'à l'intransigeance et ouvert sur l'expérience populaire et sur les grandes évolutions politiques nationales ; le PCF actuel est, tout à la fois, formellement moins stalinien et davantage replié sur lui-même et donc « sectarisé ». La logique interne d'appareil (l'éradication des dissidences et les règlements de compte) l'emporte sur le sens du réel et sur l'ambition de sa transformation dans les faits et non dans les mots. L'appareil du parti est aujourd'hui une machine à diviser les communistes, alors que l'urgence serait de les rassembler dans leur diversité. (...)

Pour la première fois de ma vie, j'amorce un départ politique. Je continue de rêver. À ce qu'aurait pu être un PCF refondé quand il en était encore temps, quand il n'était pas encore une formation politique marginalisée. À ce qu'aurait pu être une gauche de gauche politiquement rassemblée, quand elle en avait les moyens après 2005. Je continue de rêver à ce qui était un possible, malheureusement non advenu. Il n'y a pas de vie sans rêve. Toutefois, en politique, le rêve se construit et se reconstruit. Les matériaux ne manquent pas. En nous éloignant d'un appareil, veillons à nous donner les moyens de continuer d'agir concrètement en communistes : en rêvant... mais les yeux grands ouverts. ●

Extrait de l'intervention de Pierre Zarka

POURQUOI JE QUITTE LE PCF

J'ai conscience d'avoir eu au sein du PCF un parcours peu ordinaire du fait de la succession de responsabilités qui m'avaient été confiées. Je peux être considéré comme un produit de l'appareil ce qui m'accorde de pouvoir dire que j'y ai fait le tour des possibilités d'expé-

être pris comme une incitation à ouvrir des chantiers a été réduit à l'état de dissidence.

Je n'ai pas adhéré au PCF comme on entre dans les ordres : j'ai adhéré à la nécessité de faire la Révolution. Je pense que les mots de « communisme », « émancipation » n'ont de sens qu'associés ●●●

●●● à « Révolution », sinon ils ne portent aucune perspective de concrétisation. C'est donc le passage de la situation d'exploités ou de dominés à celle de mouvement de masse transformateur qui fait « mon » communisme (...)

Je ne peux m'empêcher de constater que, depuis que l'enjeu historique n'est plus ni la lutte contre le fascisme ni contre le colonialisme, mais comment la société dans son ensemble – je veux dire les exploités et dominés – s'auto-émancipent et pour cela auto-organisent leurs propres mouvements, la structure même du PCF y fait obstacle. Pas par volonté maligne mais parce que le PCF comme tous les partis issus de la révolution industrielle se conçoit comme devant se substituer au mouvement autonome des intéressés (...). Depuis que le PCF a annoncé ne plus vouloir se considérer comme une avant-garde éclairée qu'a-t-il changé concrètement dans ses rapports avec les mouvements des différentes couches de la société? La défiance qui a été la sienne au début de 1968 vient de se renouveler lors des trois dernières échéances électorales.

Cela a de lourdes conséquences. Plus il cherche à s'inscrire dans la société et plus il confond la réalité de cette société avec l'espace des seuls partis institués. (...) De fait son devenir est devenu sa propre finalité, celle-ci se substituant à la transformation de la société.

(...) Pour être précis, nous avons des années durant, multiplié les efforts pour contribuer à faire changer le PC. Et il est arrivé que cela porte un temps des fruits et modifie certains de ses actes; mais à chaque fois, ces avancées ont finalement été rattrapées et cannibalisées par la matrice originelle qui établit qu'aux yeux de tels partis l'irruption du mouvement populaire équivaut à une négation de leur rôle. (...)

(...) Nous avons besoin d'avoir les mains libres pour élaborer une forme de la politique qui ne dépossède pas les citoyens et une forme d'organisation qui ne cherche pas à se substituer à eux. Les mains libres, mais aussi et surtout l'esprit libre. Nous venons de faire l'expérience que de vouloir s'ancrer dans l'organisation existante, nous y enlison et nous empêchons de fournir le travail nécessaire, long, tumultueux de concevoir société, politique

et organisation à l'aune d'un processus révolutionnaire. C'est un tel mouvement d'ensemble qui peut être concrètement producteur d'émancipation individuelle et collective.

(...) Personnellement, pour y avoir passé du temps et de l'énergie, c'est avec regret que je considère que le PCF s'avère incapable de répondre à cette redéfinition de la politique et qu'il faut faire autre chose, ailleurs. Il me semble désormais plus efficace de proposer aux mouvements d'étendre, à partir de leurs attentes déjà présentes, leurs prérogatives vers l'investissement de l'élaboration politique et des espaces de pouvoirs plutôt que de donner le sentiment de supplier les partis de bien vouloir partager ce qu'ils considèrent comme leur territoire réservé. (...) Je ne suis ni le seul ni le premier à me poser de telles questions. Je me projette donc dans ce qui est un mouvement collectif, qui peut prendre forme en s'inscrivant dans l'expérience de pro-

cessus fédératif déjà lancé, je pense à la FASE, à l'intérieur de laquelle un nouvel espace communiste avec l'ACU a toute sa place. Nous ne partons pas de rien. Afin d'être à la hauteur d'enjeux inédits dans l'Histoire, j'attends beaucoup de ce que les uns et les autres pouvons contribuer à faire évoluer au sein de ces tentatives commençantes.

● PIERRE ZARKA

Cerises est édité par
les Communistes unitaires
contact.cerises@gmail.com

Noyau: Gilles Alfonsi

Queues de *Cerises*: Philippe Stierlin,
Roger Martelli, Catherine Tricot,
Arnaud Viviant.



Pour recevoir *Cerises* chaque semaine, merci d'envoyer un message à : contact.cerises@gmail.com en indiquant vos noms, prénom, ville et département et l'adresse électronique à laquelle vous souhaitez recevoir *Cerises*.

Lettre ouverte aux 105

Une adresse de Claude Mazauric, militant communiste et historien, aux élus communistes de la région Languedoc-Roussillon ayant appelé à soutenir Georges Frêche.

Je reviens à vous parce que votre prise de position en faveur de Frêche au second tour des élections régionales blesse profondément ma conviction de ce que doit être la justesse en politique et l'idée que je me fais de la responsabilité morale d'un(e) élu(e) communiste, désigné(e) par son parti pour affronter victorieusement le suffrage, dit « universel ». Certes, modeste historien et simple citoyen adhérent du parti communiste français depuis cinquante-huit ans, je ne suis pas plus dépositaire de la norme que tout autre et, si d'ailleurs je l'étais, je ne l'imposerais à personne me contentant simplement, comme militant, d'en appeler au respect des principes. Mais, face à la rudesse d'un débat clarificateur qui ne fait que commencer, je revendique ma libre parole, publique le cas échéant, à laquelle vous répondrez si vous le pouvez, si vous l'osez.

Avez-vous oublié à quel type de politicien se rattache le sieur Frêche? Ici, ailleurs, à la télévision, dans les gazettes, on le présente quelquefois comme une sorte de Raimu languedocien, à la parole truculente, au parler vrai, à la manière de tout un chacun, un poussah à la larme facile, au cœur généreux, à la faconde toute pagnolesque. Poussant loin le bouchon, Alary lui a même offert, en supplément, la qualité de « visionnaire »! On attend que vienne le moment terminal du culte de la personnalité... Lequel ne devrait pas tarder au vu des articles hagiographiques de *Midi-Libre* et des déclarations de Pietrasanta et de Gaysot.

Pour justifier votre capitulation, vous feignez de tenir le grand mamamouchi pour un « homme de gauche », « socialiste » de surcroît, contre l'évidence de tous ses choix politiques, sinon de « gestion » comme on dit, contre l'avis même du Parti socialiste dont il ne cesse de dénoncer la politique quand elle se donne pour une politique de gauche, et de mépriser sa dirigeante actuelle quand elle ose lui dire son fait. Pour justifier votre palinodie, vous avez dû mettre en *stand by* dans votre discours public et, peut-être même dans l'opacité de votre mémoire ce que le

vieux mandarin de Montpellier n'a cessé de déclarer, tantôt pour flatter cyniquement les pires tendances latentes qui sont le résultat des idéologies réactionnaires en miettes qui peuplent sédimentairement l'inconscient des gens, tantôt pour s'ériger en chef de bande à qui on ne la fait pas. Echos qui sont à mettre dans toutes les mains et dont je ne fais ici que citer quelques bribes dont je n'oublie jamais rien : « *on s'en fout des agriculteurs, on s'en fout* », « *les Catalans, ils me font chier (...) ils en reprendront pour six ans!* », « *alors moi, j'adore les juifs, je les aime (...)* mais à propos de la cuisine kascher « *déqueulasse* » ils sont « *têtus comme des bourriques* » (...) « *les juifs, c'est un peuple (sic) qui est extraordinaire* » etc., ceux qui protestent contre Agresco, même s'il s'agit du parti socialiste, sont « antisémites », « Fabius, celui qui n'a pas une tronche très catholique » (commentaire linguistique à l'appui), « *les harkis, des sous-hommes* », « *les Anglaises, j'en ai baisées une quarantaine (...)* elles baisent comme des savates », « *les gens ne fonctionnent pas avec leur tête mais avec leurs tripes* », « *les cons sont majoritaires et moi j'ai toujours été élu par une majorité de cons et ça continue* », « *des gens intelligents, il y en a 5 à 6 %, il y en a 3 % avec moi, 3 % contre, je change rien du tout. Donc je fais campagne auprès des cons et là je ramasse des voix en masse* », « *qui c'est qu'a fait l'Algérie, c'est nous; la plupart des Algériens sont analphabètes* », « *les cons sont cons et en plus ils sont bien dans leur connerie. Pourquoi les changer...?* » « *trop de blacks dans l'équipe de France* », « *les luthériens (?) ont voté pour Hitler, les calvinistes (?) en France ont résisté* », « *moi quand je vais en Norvège, j'amène mes boîtes de conserve, un je fais des économies, deux, je bouffe correctement* », « *Blanc, c'est ta dernière réunion, donc j'ouvre les cordons de la bourse* », « *j'avais promis un lycée à mon ami, le maire de..., il est mort, je refilerai le lycée à d'autres* »: en voulez-vous plus? Alors lisez *Arturo Ui* de Bertold Brecht! Vous y verrez comment l'acte peut métaphoriquement suivre la parole. Mais pour aller voter

pour l'Arturo de la Région LR, n'oubliez pas de mettre votre mouchoir devant le nez.

Je connais évidemment votre justification « politique » (si l'on ose dire): ne pas se séparer du gros des dirigeants et des troupes socialistes dans le Gard et dans la Région qui, majoritairement, paraissent suivre sans barguigner celui qui les considère comme un ramassis de cons, ne pas insulter l'avenir qui sera au « regroupement », à la « fédération » des bonnes volontés démocratiques, nécessaires aux combats de demain. Mais qu'aviez-vous à accrocher votre carriole branlante au convoi présidentiel du grand tatou, déjà bien assuré d'arriver triomphant en gare de Montpellier où l'attendra, hilare, comme sur la photo, le sieur Gaysot toujours si fier de sa félonie? Croyez-vous que le patron vous en sera reconnaissant? Que nenni! Et d'ailleurs pourquoi le serait-il? Les monarques et les potentats, sans exception, Alexandre, Louis XIV, Napoléon, Staline, et *tutti quanti* méprisent toujours ceux qui les servent: lisez Rousseau, si actuel. Et ne comptez pas plus sur les successeurs désignés (Bourquin, Alary) quand ils seront aux commandes à la suite de Frêche: formés comme ils le sont à la tripatouille et à la ratatouille monarchique, quand vous tendrez le bec, ils vous enverront lécher le bas du dos de leurs convives. Vous vous imaginez **encore force d'appoint**, vous ne serez que des **supplétifs** inutiles, venus à la soupe les derniers. Mais vous aurez ingurgité sans honte les paroles infectes du diarrhéique verbal de l'Hôtel de région. Bon appétit, chers camarades!

Mesurez cependant, vous, Clary, Malavieille, Bastid, et les 103 autres qui vous accompagnent, ce que vous avez déjà perdu par votre appel inconsistant: une part considérable de votre crédit politique, un morceau entier de votre autorité morale. En vous affaiblissant, vous affaiblissez aussi le parti qui vous fit confiance: j'espère que lui s'en remettra mieux que vous, mais je n'en suis pas assuré parce que les temps crépusculaires que nous vivons, à l'image de ceux qui marquaient l'antiquité tardive, ne laissent guère le loisir d'imaginer le mieux. En tout cas, d'autres que moi qui suis un infatigable vieil homme, arrivé au terme de sa vie, sauront s'en souvenir.

L'avenir est une longue patience: il n'est donné à personne de croire qu'il lui appartient par nature ou vocation.

Bien à vous,

● **CLAUDE MAZAURIC**

« *Moi* » singulier et mouvement collectif

Compte rendu d'une réunion de l'Observatoire des mouvements de la société (OMOS) sur la nature des mouvements collectifs, leurs modalités d'émergence et de transformation dans le temps et les conditions dans lesquelles le politique les prend en compte.

Le moi et le nous

Une première interrogation porte sur ce moi singulier. N'est-il pas d'abord pluriel ? Nous avons toutes et tous des identités multiples : familiales, professionnelles, de convictions... Toutes ces déterminations comportent un risque de conformisme. L'individu peut y rester enfermé ou bien il peut en sortir, il n'y a aucune fatalité à cela. Ainsi la singularité individuelle n'est jamais donnée comme telle ; elle est toujours à construire et cette conquête n'est jamais définitive. Autrement dit, la question du sujet en politique n'est pas celle de l'individu comme tel mais de l'individu autonome.

Le sentiment d'une impuissance à satisfaire ses désirs de manière individuelle dans le champ politique est certainement un des éléments qui rende possible la recherche d'un *nous* qui symbolise une identification du *je* à ce *nous*. Ce collectif ne peut se constituer que dans la *fusion* entre les désirs de l'individu et ce qu'exprime le collectif, même si ce dernier n'exprime pas exactement tous les vœux des individus. Cela revient à dire que le *nous* est déjà partiellement dans les différents *moi* : il s'agit de la quête d'un « idéal du moi » et celle d'une vie qui, étant unique, doit « valoir le coup ».

Un des éléments qui permettent le passage du moi individuel au mouvement collectif, c'est la cristallisation et l'émergence d'un « déjà là ». Ce passage n'est donc pas vraiment un saut dans l'inconnu, puisqu'il résulte d'une interaction ; mais il n'est pas toujours maîtrisé ni même toujours prévisible. Une participante évoque son « vécu » des événements de 1968 : « Cette nouvelle manière de penser le monde... en rupture avec ce que j'avais connu, m'est apparue comme une "révélation" (au sens de "lever le voile"), ce n'était pas de l'ordre de la prise de connaissance de quelque chose, ni d'une adhésion à un modèle de cité idéale plus ou moins ficelé comme le proposaient les courants marxistes à l'époque, mais plutôt comme des "retrouvailles" avec quelque chose qui était déjà en moi mais occulté, caché. » Tout se passe comme si la société, un court moment désaliéné, s'objectivait dans le *moi* de chacun des acteurs du mouvement sous forme de nouveaux possibles, impensés jusque-là, mais singulièrement concrets et déjà présents dans leurs désirs, leurs pensées et leurs comportements sans qu'ils en soient pleinement conscients. Le passage au *nous* a

permis qu'ils deviennent réalité. Un mouvement social ne naît pas du néant ; on ne le comprend qu'à la lumière de son passé, de tout ce qui l'a précédé. Dans le même temps, ces mouvements/événements constituent des ruptures qui semblent faire émerger dans la réalité ce qui paraissait jusqu'alors impossible. Ils ouvrent donc aussi le futur.

Le rôle du délitement et du manque

Mais il n'y a pas seulement le nouveau qui commence à émerger, mais aussi le « potentiel » que représente le délitement. Aujourd'hui, il y a une perte de confiance dans ce qui soudait la société, dans les institutions ou des partis : l'impuissance dont ils font preuve au regard des attentes conduit à la mise à jour de la fiction qu'ils recouvrent. Cette perte de confiance crée chez les individus un véritable état de manque. C'est dans ce défaut de sécurité et de commun possible que réside la possibilité de créer une nouvelle « déliaison » avec un existant qui perd sa légitimité. Déjà de nombreuses initiatives culturelles ou sociales se développent en marge de ●●●

L'OBSERVATOIRE DES MOUVEMENTS DE LA SOCIÉTÉ

L'OMOS travaille sur les obstacles et les leviers à l'émancipation des individus dans le champ politique. Ces travaux cherchent notamment à comprendre les racines profondes des comportements politiques et en particulier le rôle des représentations, leurs modes de transmission et de reproduction. La dernière réunion de travail avait pour objectif de mieux comprendre la nature des mouvements collectifs, leurs modalités d'émergence et de transformation dans le temps et les conditions dans lesquelles le politique les prend en compte. Dans ce cadre, plusieurs questions étaient soulevées :

Comment identifier les processus à l'œuvre dans le passage du « moi » au mouvement collectif ? Celui-ci est-il une simple mise en commun des désirs et demandes individuels ? Quel engagement du sujet suppose-t-il pour se délier de son état antérieur ; implique-t-il toujours de savoir « vers quoi on va » ou au contraire un « saut dans le vide » vers l'inconnu ?

La difficulté actuelle à dégager une autre forme de rassemblement et d'organisation collective qui permette à une vraie gauche radicale d'intervenir efficacement est devenue le point de blocage essentiel de la situation politique ; les réponses à construire à ces problématiques sont donc d'une brûlante actualité. ●

À TABLE (SUITE)

●●● cet existant : ces Espagnols qui mutualisent leurs économies et fondent une banque coopérative ; cette conception nouvelle de la démocratie qui émerge des Assemblées générales ; ces artistes qui revendiquent de se passer du marché ainsi que des subventions institutionnelles... Tous disent « ne pas avoir le choix » ; le manque les conduit à dépasser le cadre imposé. Démocratie et responsabilité se rejoignent en un seul moment. Ces expériences dessinent peut-être, déjà, en creux, les contours d'autres rapports sociaux.

Mais le problème, c'est la peur du vide. Toute notre culture tend à nous pousser à le combler par des réponses suffisamment solides pour que tout soit clos ; cela nous installe dans le confort de la passivité. Or, le politique est une capacité à se pencher sur un vide laissé par une absence de réponse déjà construite. La différence entre la « consommation » de politique et la citoyenneté est dans cette « prise de risque ». Ce vide appelle alors nécessairement un travail de l'imaginaire dans lequel le symbolique doit prendre une place : il peut aussi bien renvoyer à un cliché qu'à un idéal. Ce dernier permet de donner du sens au mouvement sans le clore. C'est cette rencontre en un point extérieur à nous mais que chacun a la liberté d'adapter à ses désirs qui rend possible la construction d'un mouvement collectif.

L'ambivalence du collectif

Cependant, tout serait simple si la manière dont se construit un sentiment collectif n'était pas porteuse d'une grande ambivalence : nombre d'expériences de regroupements alternatifs finissent dans la durée par reproduire ce que l'on connaît dans les espaces institués. L'effet d'insertion dans le groupe pèse sur le comportement et la pensée. Pour Freud « *la masse fait sur l'individu un effet de puissance illimitée, Elle se met pour un instant à la place de l'ensemble de la société humaine porteuse de l'autorité ; sensation riche en jouissance que de s'abandonner ainsi sans limites à [ses] passions et de se fondre alors dans la masse, de perdre le sentiment de sa délimitation individuelle* ». « *La notion d'impossible disparaît* », ce qui est positif, mais « *l'in vraisemblable n'existe plus* », ce qui est plus problématique.

Cette ambivalence est nourrie notamment par un enrichissement incontestable de la personne à travers ce processus : l'appartenance au Parti communiste a permis à nombre d'ouvriers une élévation intellectuelle qu'ils ne pouvaient trouver nulle part ailleurs. Mais, de ce fait, l'enlisement dans la soumission devient possible. Il est provoqué par un sentiment de

dette à l'égard de ce qui permet une telle élévation. Conséquence parmi d'autres : la désagrégation de la masse ou de l'organisation signifie une perte de *moi* simultanée. D'où cette angoisse, ce sentiment de panique dès que le mythe ou le lien libidinal est mis en cause.

Etre là où l'on ne doit pas être

Le politique devrait consister à rompre avec le rôle auquel la société nous assigne et à agir là où on ne nous attend pas comme cette femme noire qui monte dans un bus réservé aux Blancs et contribue ainsi à déclencher le mouvement noir américain des années 1960. La « désobéissance » qui semble être une posture croissante est une manière de défaire la « naturalité » des agencements. La démocratie n'est ni un objet, ni une institution, ni un ordre établi ; elle n'existe que pour autant que les « sans voix » bousculent la légitimité de l'ordre établi et arrachent le droit à l'existence, à être entendus.

C'est ce mouvement de *déliation* avec la normalité institutionnelle qui crée l'identification du *moi* individuel au collectif et qui permet de se constituer comme sujet de l'agir politique. Il ressort des expériences sociales les plus actuelles des points communs : une nouvelle définition du « sujet politique » qui relève non pas du registre de la charité mais de celui de la liberté d'action et d'initiative qui peut naître de cet affranchissement ; là réside d'ailleurs peut-être la principale évolution des mouvements sociaux des 25 dernières années.

Le point commun qui semble jouer un rôle de levier est la question de *pouvoir*. Précisons : pas « *du* » *pouvoir* mais bien « *de* » *pouvoir*. Toutes les expérimentations à caractère autogestionnaire ont pour point commun de ne pas attendre pour passer à l'acte. Il semble que c'est la projection que l'on peut faire de soi-même dans une action collective qui donne confiance dans ses propres capacités à changer le monde ; peut-elle se substituer à l'attente d'un « leader » ? (un débat a partagé les participants sur cette question). Ce processus donne un sentiment de puissance et permet de répondre au *désir de se voir comme on aimerait être*. La promesse d'avenir ne tient ni à un Etat, ni à des réalisations mais à un mouvement qui donne sens à sa vie. C'est dans l'agir, le mouvement vers une visée, que se cristallise l'identification du *moi* au *nous*. Comme nous ne sommes pas des adeptes de la spontanéité, cela pose de sacrées questions sur la notion d'organisation. Le rôle du politique et de l'organisation serait de prendre en compte ce désir d'autonomie et de pouvoir qui grandit pour en faire un objectif commun vers lequel tendre.

● JOSIANE ZARKA